

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1581 du Dimanche 9 Août 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



LA REVUE **EL DJEICH** DANS SON DERNIER NUMÉRO :



«LA STABILITÉ DU PAYS AVANT TOUT»

La revue **El Djeich**, dans sa dernière livraison du mois d'août 2026, est revenue sur la portée de la Journée nationale de l'ANP, célébrée le 4 août, mettant en avant le rôle de la stabilité, de la souveraineté et de la cohésion nationales face aux mutations de l'environnement régional et international.

P. 3

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE



RENFORCER LES PASSERELLES ENTRE LA DIASPORA ET LES START-UP ALGÉRIENNES

P. 7

ÉQUIPE NATIONALE



QUI DE SANCHEZ, BENITEZ, OU SAINTFIET SUCCÈDERA À PETKOVIC ?

P. 15

ENLEVÉ PAR UN GROUPE CRIMINEL ARMÉ AU NIGER

L'ANP RÉCUPÈRE UN RESSORTISSANT ALLEMAND

P. 3

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION



75 MORTS EN DIX JOURS : L'ALERTE ROUGE SUR LES ROUTES

ACCIDENT DE BUS DE BOUMERDÈS

L'ENQUÊTE RÉVÈLE LES DESSOUS DU DRAME

Pp. 4 et 5

**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

ORGANISATION MERCREDI PROCHAIN D'UN ÉVÉNEMENT SCIENTIFIQUE POUR L'OBSERVATION DE L'ÉCLIPSE SOLAIRE PARTIELLE

La direction de la jeunesse, des sports et des loisirs de la wilaya d'Alger organisera, mercredi prochain, en partenariat avec le Centre de recherche en astronomie, astrophysique et géophysique (CRAAG), un grand événement scientifique consacré à l'observation de l'éclipse solaire partielle à travers plusieurs espaces dédiés, a indiqué un communiqué du ministère de la Jeunesse. Cette initiative, organisée avec le concours de plusieurs associations scientifiques et de jeunesse, « vise à ancrer la culture scientifique et à encourager les jeunes à s'intéresser à l'astronomie ». Le public pourra suivre ce phénomène astronomique à partir de 18h30 à travers des espaces d'observation aménagés au niveau du Centre de thalassothérapie de Sidi Fredj, de l'Ecopark d'Oued Smar, de la Place de la commune

de Souidania, du Parc carrière de Tamenfoust et du Champ de tir de Zéralda, où « les conditions appropriées seront réunies pour permettre d'observer l'événement dans un cadre scientifique et pédagogique », a précisé le communiqué. A cette occasion, le ministère de la Jeunesse invite l'ensemble des citoyens, notamment les jeunes et les familles, à participer à cet événement scientifique, qui permettra de « découvrir l'un des phénomènes astronomiques les plus attendus, tout en suscitant de l'intérêt pour les sciences, la recherche et l'exploration ». A cet égard, le comité d'organisation tient à rappeler « l'impératif de respecter les règles de sécurité et de ne jamais regarder le soleil directement sans moyens de protection sûrs spécialement conçus pour l'observation de l'éclipse ».



DES MAROCAINS IMPLIQUÉS DANS UN RÉSEAU DE TRAFIC DE 21 TONNES DE COCAÏNE VERS L'EUROPE

Les enquêtes menées par les autorités espagnoles, en coordination avec la Police nationale équatorienne, ont révélé l'implication de ressortissants marocains au sein d'un réseau international spécialisé dans le trafic de cocaïne, bénéficiant du soutien financier d'investisseurs établis aux Emirats arabes unis.

Le réseau est parvenu à acheminer plus de 21 tonnes de cocaïne vers l'Europe. Selon un communiqué de la Garde civile espagnole, relayé par les médias locaux, des éléments marocains faisaient partie de la structure logistique de cette organisation criminelle, qui s'appuyait sur la création de sociétés d'import-export, servant de façade légale pour dissimuler ses activités de trafic de drogue. Ce dispositif a permis au réseau de faire transiter, dans un premier temps, des conteneurs chargés de cocaïne par des ports européens sans éveiller les soupçons.

Les résultats de l'enquête indiquent que ces sociétés fictives offraient une couverture commerciale aux opérations de contrebande, les



cargaisons de cocaïne étant dissimulées dans des conteneurs maritimes, avant leur expédition vers l'Europe.

Selon les investigations, l'organisation criminelle avait mis en place une répartition précise des rôles entre ses membres. Les ressortissants marocains assuraient, notamment des missions au sein du dispositif logistique et commercial, facilitant la

réception des cargaisons et leur donnant une apparence de légalité.

Les enquêteurs ont également établi que le réseau bénéficiait d'un soutien financier d'investisseurs résidant aux Emirats arabes unis, ce qui lui a permis de créer des sociétés écran et d'étendre ses activités à plusieurs pays, dans le cadre d'une organisation criminelle transnationale.

Si les autorités espagnoles n'ont pas révélé le nombre ni l'identité des Marocains impliqués, elles ont confirmé qu'ils faisaient partie de la structure opérationnelle du réseau, lequel s'appuyait sur des sociétés écran et des relations commerciales pour dissimuler ses activités illicites.

Les autorités espagnoles et équatoriennes poursuivent leurs investigations, afin d'identifier l'ensemble des ramifications internationales de cette organisation criminelle et de retrouver les autres personnes impliquées, dans le cadre des efforts visant à démanteler les réseaux transfrontaliers de trafic de drogue exploitant le commerce maritime international pour acheminer d'importantes quantités de cocaïne vers l'Europe.

LA HATPLC PARTICIPE EN EGYPTE À UN ATELIER RÉGIONAL SUR L'UTILISATION MALVEILLANTE DES APPLICATIONS DE L'IA DANS LES CRIMES DE CORRUPTION

La Haute Autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption (HATPLC) participe, en République arabe d'Egypte, aux travaux d'un atelier régional sur l'utilisation malveillante des applications de l'intelligence artificielle

(IA) dans les crimes de corruption et le crime financier, a indiqué, jeudi, un communiqué de l'instance. « Dans le cadre du renforcement de la coopération régionale et de l'échange d'expertises en matière de prévention et de lutte contre la corruption, la Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption, participe, au sein d'une délégation algérienne, aux travaux d'un atelier régional sur l'utilisation malveillante des applications de l'IA dans les crimes de corruption et le crime financier, qui se tient les 5 et 6 août à



l'Académie nationale de lutte contre la corruption, relevant de l'Autorité de contrôle administratif en République arabe d'Egypte, organisé en coopération avec l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDDC), a souligné la même source. Ce rendez-

vous régional regroupe des représentants des instances de lutte contre la corruption, les pouvoirs exécutifs et les pouvoirs d'enquête, ainsi que des experts d'organisations internationales et régionales et des représentants du secteur public, « dans le but d'examiner les défis induits par l'utilisation malveillante des applications de l'intelligence artificielle dans les crimes de corruption et les crimes financiers, en passant en revue les meilleures pratiques et mécanismes de lutte ». La HATPLC est représentée à cet atelier par M^{me} Amiar Thinhinane.

HADJ 1448H/2027 TIRAGE AU SORT SAMEDI 15 AOÛT POUR ARRÊTER LES LISTES DÉFINITIVES

Le tirage au sort pour arrêter les listes définitives des pèlerins concernés par la saison du Hadj 1448H/2027 a eu lieu, hier, au niveau des sièges des APC



et des lieux appropriés désignés par les autorités locales, a indiqué, jeudi dernier, un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports. « Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports porte à la connaissance de l'ensemble des citoyennes et des citoyens inscrits au tirage au sort en vue d'accomplir les rites du Hadj 1448H/2027, que l'opération aura lieu, samedi 15 août 2026, afin d'arrêter les listes définitives pour cette saison, et ce, au niveau des sièges des APC ou de tout autre lieu approprié désigné par les autorités locales », lit-on dans le communiqué. Dans ce cadre, le ministère a invité les concernés à suivre le déroulement de cette opération.

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire S G A n° 02100017113002183822

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouziane Khadidja

Rédaction

M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

O. M.

Djaffar Chilaab
Cheklat Meriem
Abir Menasria

Siège d'activité - ALGER 16

5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre

Tél. 020 10 23 68

Siège social sarl BMA.com

26, rue Mohamed-Layachi, Belouizdad

05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53

email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :

l'Entreprise Nationale

de communication, d'Édition

et de Publicité

Agence ANEP

01, avenue Pasteur, Alger

Téléphone : 020 05 20 91 /

020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45

020 05 13 77

E-mail : agence.regie@anep.com.dz

programmation.regie@anep.com.dz

agence.oran@anep.com.dz

agence.annaba@anep.com.dz

agence.ouargla@anep.com.dz

agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION

Société d'impression

d'Alger

SIA (Centre)

LA REVUE EL DJEICH DANS SON DERNIER NUMÉRO :

«LA STABILITÉ DU PAYS AVANT TOUT»

La revue El Djeich, dans sa dernière livraison du mois d'août 2026, est revenue sur la portée de la Journée nationale de l'Armée nationale populaire, célébrée le 4 août, mettant en avant le rôle de la stabilité, de la souveraineté et de la cohésion nationale face aux mutations de l'environnement régional et international.

L'éditorial intitulé «Stabilité de la patrie : devoir sacré» débute par un rappel de la profondeur historique des valeurs sur lesquelles repose la construction nationale. La revue El Djeich souligne que «l'Histoire glorieuse de notre pays est jalonnée de pages lumineuses qui dépassent le simple cadre du souvenir», estimant que ces épisodes historiques «incarnent des valeurs sans cesse renouvelées, des principes profondément enracinés et des engagements transmis de génération en génération».

La cinquième édition de cette commémoration, célébrée le 4 août, est ainsi une occasion de rendre «un hommage solennel aux sacrifices de nos valeureux hommes» et de rappeler le parcours d'une institution qui, selon El Djeich, «a forgé sa grandeur dans les pages les plus glorieuses de l'Histoire du peuple algérien».

La revue a particulièrement insisté sur le lien historique entre l'ANP et l'Armée de libération nationale, soulignant que l'institution militaire actuelle «puise sa force et sa détermination dans les épopées de l'Armée de libération nationale». Elle affirme également que l'ANP demeure «fidèle au message des chouchas», en poursuivant sa mission de défense de la souveraineté, de l'unité territoriale et de l'unité nationale. La commémoration intervient, écrit El Djeich, dans un contexte marqué par «l'enchevêtrement des défis et l'accélération des mutations». Face à ces évolutions, la revue considère que l'Algérie dispose de plusieurs facteurs de résilience, notamment «un peuple conscient, profondément attaché à ses constantes nationales», des «institutions solides» et «une armée indomptable». Pour la publication, la stabilité du pays ne relève donc aucunement du hasard. «La sécurité et la stabilité dont il jouit ne sont nullement le fruit du hasard, mais l'aboutissement d'une vision clairvoyante et d'une fidélité constante aux sacrifices des anciens».

La revue insiste surtout sur la place de la souveraineté dans cette conception de l'Etat. Elle estime que «la sécurité et la souveraineté nationales constituent le socle sur lequel se construisent toutes les réalisations».

Cette lecture conduit El Djeich à établir un lien direct entre stabilité, sécurité et développement. Dans un «climat de sécurité et de stabilité», l'Algérie poursuit,

selon la publication, «des réalisations qualitatives et historiques dans divers domaines», notamment à travers le renforcement de l'investissement, le développement des infrastructures et la consolidation des bases du développement économique et social.

LA STABILITÉ DE LA PATRIE AVANT TOUT

Dans ce sens, cette édition de la revue El Djeich a accordé une place particulière au récent entretien accordé par le président de la République aux représentants des médias. L'éditorial a estimé que les déclarations du président de la République, lors de sa dernière entrevue périodique avec les médias nationaux, ont porté «des messages clairs réaffirmant l'attachement indéfectible de l'Algérie à la défense de sa souveraineté et de l'indépendance de sa décision nationale». Elle est, notamment revenue sur les propos du Président Tebboune concernant le niveau de conscience de la population algérienne, citant son appréciation du «degré de conscience atteint par le citoyen algérien dans sa manière d'appréhender les différents défis».

La publication a repris une déclaration particulièrement forte du président de la République : «L'Algérie ne se soumet ni aux pressions, ni aux menaces, elle n'est ni achetée ni vendue». Mais c'est surtout la formule «la stabilité de la patrie prime sur toute autre considération» que l'éditorial érige en principe central.

Pour El Djeich, ces propos «résumant la vision de l'Algérie nouvelle et victorieuse», dans laquelle «la conscience citoyenne et la cohésion entre le peuple, son armée et les institutions de l'Etat» constituent «le véritable rempart garantissant la stabilité de la nation et son immunité».

Dans ce sens, selon l'éditorialiste, l'ANP poursuit «l'accomplissement de ses missions constitutionnelles avec professionnalisme et maîtrise», notamment dans la sécurisation «de nos



vastes frontières nationales», ainsi que dans «la lutte contre le terrorisme et le crime organisé».

El Djeich met également l'accent sur la capacité de l'institution à relever les nouveaux défis sécuritaires et technologiques. «Avec la même détermination, elle continue de relever tous les défis, de remporter les différents enjeux et de renforcer sa disponibilité opérationnelle», écrit la revue.

L'auteur a, d'ailleurs, cité les paroles du général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire, qui a salué le «développement constant» de l'institution.

Pour le chef d'Etat-major, cette évolution vise à permettre à l'institution «d'être à la hauteur des missions constitutionnelles et nobles qui lui sont confiées», mais également de répondre à «la confiance que lui accorde le peuple algérien fier».

FACE AUX INCENDIES, LA SOLIDARITÉ...

L'éditorial élargit ensuite la notion de défense de la patrie aux dimensions civile et sociale, en revenant sur les incendies de forêt ayant touché plusieurs régions du pays.

La revue considère que la mobilisation ayant accompagné cette épreuve a illustré «les plus hauts idéaux du devoir, de l'unité et de la solidarité».

Elle relève, notamment la convergence des efforts de «l'Armée nationale populaire, des agents de la Protection civile, des services de la direction des Forêts et autres institutions de l'Etat» avec ceux des citoyens.

Pour El Djeich, ces scènes ont une portée qui dépasse la seule gestion d'une catastrophe. Elles démontrent, selon la publication, que «les Algériennes et les Algériens, dans toute leur diversité, ne font que renforcer leur cohésion face à l'adversité».

La revue y voit également la manifestation d'une conception plus large de la défense nationale. «La défense de la patrie est une culture profondément ancrée, une conscience collective et un profond sentiment du devoir envers une terre qui est notre unique patrie», affirme-t-elle.

Cette conception de la cohésion nationale est ensuite rattachée à l'héritage de la Révolution algérienne.

L'éditorialiste a estimé que ces valeurs constituent «le prolongement naturel de l'esprit de notre glorieuse Révolution libératrice», rappelant que les Algériens s'étaient alors rassemblés autour d'un objectif commun : «conquérir la victoire, recouvrer l'indépendance et chasser le colonisateur français usurpateur». Pour El Djeich, la mémoire de cette période continue ainsi de structurer la conception contemporaine du devoir national, notamment autour des notions de sacrifice, de souveraineté, d'unité et de solidarité.

La publication a renouvelé «les salutations et la reconnaissance» aux membres de l'Armée nationale populaire, saluant ceux qui poursuivent «avec fidélité le chemin de la loyauté envers le serment des chouchas des résistances populaires, de la glorieuse Révolution libératrice et du devoir national».

L'éditorial insiste, enfin, sur un vœu qui résume l'ensemble de son propos : voir la patrie demeurer «souveraine dans ses décisions, forte par ses dirigeants, unie par ses enfants et fière de son Armée nationale populaire».

Et surtout, conclut El Djeich, faire en sorte que «sa stabilité reste le devoir sacré de chacun».

G. Salah Eddine

ENLEVÉ PAR UN GROUPE CRIMINEL ARMÉ AU NIGER L'ANP RÉCUPÈRE UN RESSORTISSANT ALLEMAND

Les services de la Sécurité de l'Armée ont précédé, vendredi dernier, à la réception du ressortissant allemand Ulumaskan Sinan, qui a été enlevé par un groupe criminel armé, alors qu'il se trouvait au Niger.

Le ressortissant allemand, qui se trouve actuellement en bon état de santé, a été transféré, à bord d'un vol spécial, à partir de la Base de Déploiement Secondaire d'In Guezzam en 6ème Région Militaire vers la Base Militaire de Boufarik en 1ère Région Militaire, où il sera remis aux autorités allemandes ultérieurement.

Dans ses déclarations, le ressortissant allemand est revenu aux circonstances de son enlèvement et sa détention par ses ravisseurs, pendant environ deux semaines. Il a également exprimé ses vifs remerciements aux autorités militaires algériennes pour l'accueil chaleureux et la prise en charge dont il a bénéficié, ainsi que sa reconnaissance aux efforts des hautes autorités du pays, à leur tête Monsieur le Président de la République, Chef Suprême des Forces Armées, Ministre de la Défense Nationale, ayant permis d'assurer son retour, saint et sauf, à son pays.



TRAGÉDIE ROUTIÈRE DE CONSTANTINE LE MINISTRE DE LA SANTÉ REND VISITE AUX BLESSÉS ET RASSURE LEURS FAMILLES

Le ministre de la Santé, Mohamed Esseddik Aït Messaoudène a rendu visite, vendredi dernier, aux blessés de l'accident de Constantine, survenu, jeudi, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Au nombre de 24, les blessés de cette tragédie routière qui a causé la mort de 6 personnes, ont été admis au niveau du Centre hospitalo-universitaire Ben Badis. Selon le communiqué, 9 de ces blessés ont quitté l'hôpital, après leur total rétablissement, tandis que les 15 autres poursuivent leurs soins.

Lors de sa visite, Aït Messaoudène, qui était accompagné du wali de Constantine, Kamel Eddine Kerbouche, les a rencontrés et s'est informé sur les conditions de leur prise en charge. Il a également écouté les explications du personnel médical sur l'évolution de leur état de santé et le déroulement de leur traitement, a rapporté la même source.

Le ministre a également rencontré les familles des victimes qu'il a rassurées, à l'occasion, quant à la prise en charge de leurs proches, affirmant que le ministère «suit de près leur situation et que tous les moyens humains et matériels sont mobilisés pour garantir le meilleur niveau de soins», a souligné le



communiqué. Aït Messaoudène a salué, par ailleurs, «les grands efforts déployés par le personnel médical et paramédical, ainsi que par tous les employés de l'établissement hospitalier, les félicitant pour leur sens des

responsabilités, leur engagement, la rapidité de leur intervention et la qualité des soins prodigués aux patients», a ajouté la même source.

R. N.

ACCIDENT DE BUS DE BOUMERDÈS L'ENQUÊTE RÉVÈLE LES DESSOUS DU DRAME

Le procureur général près la Cour de Boumerdès a présenté, hier après-midi, les premiers résultats de l'enquête sur l'accident de bus du 31 juillet. Les investigations font apparaître plusieurs facteurs, dont une vitesse excessive, une surcharge du véhicule, en plus d'un conducteur pas en parfait état pour conduire.

Selon le parquet, le voyage avait été annoncé sur les réseaux sociaux, notamment à travers la page «AYOUB VOYAGE», qui donnait l'impression, selon les enquêteurs, d'être liée à une agence touristique disposant de plusieurs bus et proposant différentes destinations.

Les réservations se faisaient par téléphone. Le conducteur commençait à récupérer les passagers dès 3 heures du matin, principalement dans différents quartiers d'El-Eulma, avant un départ vers Boumerdès aux alentours de 5 heures. Le prix du voyage était fixé à 1.400 dinars par personne.

L'enquête a également permis d'établir que le propriétaire du bus, Yousfi Abdelrazak, l'exploitait durant l'année scolaire dans le cadre du transport universitaire. Durant la saison estivale, le véhicule était cédé dans le cadre d'un contrat de cession, à l'agence «Bərbère Tour», pour être utilisé dans l'organisation de voyages touristiques.

L'un des principaux éléments révélés par l'enquête concerne la



vitesse du bus. L'accident s'est produit sur la voie d'évitement reliant la RN24, au niveau d'El-Karma, sur une portion présentant une pente de 7%.

Selon les analyses techniques, le bus roulait à 121,63 km/h juste avant le début du freinage, alors que la vitesse était limitée à 60 km/h.

Autre constat important : le véhicule transportait 64 personnes, alors que sa capacité était limitée à 51 personnes, chauffeur compris. Les enquêteurs n'ont, en revanche, relevé aucune anomalie particulière concernant l'état de la route. Mise en service en août 2025, celle-ci ne présentait ni fissures, ni sable, ni présence d'huile au moment de l'accident. Les barrières de sécurité et la

signalisation étaient également présentes, tandis que les conditions météorologiques étaient favorables.

L'enquête a également apporté des éléments concernant le conducteur, décédé dans l'accident. Les différentes analyses biologiques et informatiques du téléphone du conducteur ont établi qu'il consommait des substances psychotropes. Autre élément particulièrement important : le conducteur n'était pas déclaré par son employeur, selon les résultats présentés par le parquet.

Les enquêteurs se sont, par ailleurs, penchés sur son emploi du temps. La veille de l'accident, le conducteur avait effectué un voyage à Jijel, avant de regagner El-Eulma, après minuit, puis

reprendre la route quelques heures plus tard, pour Boumerdès.

L'examen technique du bus n'a pas révélé de défaillance antérieure au drame au niveau du système de freinage principal, du freinage d'urgence ou de la direction. La validité du contrôle technique du véhicule courait, par ailleurs, jusqu'au 2 octobre 2029. Une anomalie a, toutefois, été relevée au niveau du système d'assistance au freinage moteur : son efficacité ne dépassait pas 50%, selon le parquet.

Les premiers résultats de l'enquête font ainsi apparaître une succession de facteurs : vitesse deux fois supérieure à la limite autorisée, surcharge du bus, consommation de psychotropes par le conducteur, anomalie du système d'assistance au freinage et reprise du volant quelques heures après un précédent trajet. Ces éléments constituent les premières conclusions de l'enquête préliminaire. Les investigations judiciaires doivent désormais permettre d'établir précisément les responsabilités et les éventuelles infractions liées à l'organisation et à l'exploitation de ce voyage. Notons, enfin, que cet accident a malheureusement fait 28 morts et 36 blessés. Parmi ces blessés, 19 ont quitté l'hôpital, tandis que 17 autres blessés sont toujours hospitalisés pour recevoir les soins nécessaires.

G. Salah Eddine

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

75 MORTS EN DIX JOURS

ALERTE ROUGE SUR LES ROUTES

● **Boumerdès, Constantine, Timimoun..., la série noire se poursuit : Face à l'ampleur du fléau, l'État durcit le dispositif**

Soixante-quatorze morts et 1.951 blessés en seulement une semaine. Le bilan livré par la Protection civile, pour la période allant du 26 juillet au 1^{er} août, remet brutalement les accidents de la circulation au centre des préoccupations nationales.

Derrière ces chiffres se trouvent des familles endeuillées, des vies brisées et une pression toujours plus forte sur les pouvoirs publics, pour endiguer un phénomène qui continue de faucher des vies sur les routes algériennes.

La semaine écoulée a été particulièrement meurtrière, avec plusieurs accidents impliquant, notamment des moyens de transport collectif. De Boumerdès à Constantine, en passant par Timimoun, les drames se sont succédés, donnant une nouvelle dimension à l'inquiétude autour de la sécurité routière.

Le bilan hebdomadaire de la Protection civile est sans appel : 75 personnes ont perdu la vie et 1.958 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation à travers le territoire national.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Boumerdès, avec 28 décès et 54 blessés dans 40 accidents. Ces chiffres prennent une résonance particulière après le terrible accident d'autobus survenu récemment à Boumerdès, qui avait profondément marqué l'opinion publique et provoqué une forte émotion à l'échelle nationale. Le drame, qui avait fait 27 morts et 42 blessés, avait, une nouvelle fois, posé avec force la question de la sécurité des transports collectifs, de l'état des véhicules, du contrôle technique et du comportement des conducteurs.

LA SÉRIE NOIRE DES AUTOBUS

À Constantine, un autre accident est venu alourdir cette série noire. Un bus de transport de personnel a dérapé, jeudi dernier, sur la RN-79 reliant Constantine à Mila, avant de chuter dans un ravin, dans la commune d'Ibn Ziad.

Le bilan fait état de six morts et de 22 blessés. La violence de l'accident a nécessité l'importante mobilisation des services de la Protection civile, avec 40 éléments, tous grades confondus, dix ambulances, ainsi que des moyens d'intervention et de lutte contre les incendies.

Les victimes ont été prises en charge dans plusieurs structures sanitaires, notamment à la polyclinique Ibn Ziad, l'établissement public hospitalier de la cité El-Bir et le CHU Ben Badis. Une enquête a été ouverte par les services de sécurité territorialement compétents, afin de déterminer les causes et les circonstances exactes de l'accident.

Quelques jours auparavant, à Timimoun, une collision entre un autobus de transport de voyageurs assurant la liaison Batna-Adrar et un camion avait fait quatre morts et 43 blessés. L'accident s'était produit sur la RN51, à 5h54, nécessitant l'intervention des secours, pour prendre en charge les nombreux blessés et transférer les victimes vers les structures sanitaires. La succession de ces accidents impliquant des autobus interpelle particulièrement. Elle remet au premier plan les questions liées à la maintenance des véhicules, au contrôle technique, à la



formation des conducteurs professionnels, au respect des temps de conduite et de repos, à la vitesse et aux conditions d'exploitation du transport collectif.

L'ÉTAT PASSE À UNE NOUVELLE ÉTAPE

Face à la persistance des accidents, les pouvoirs publics ont engagé, ces derniers mois, une série de mesures destinées à renforcer la sécurité routière. Le nouveau code de la route, publié au *Journal officiel* en mai 2026, constitue l'une des principales réponses institutionnelles. Le texte vise à renforcer l'organisation, la sécurité et la police de la circulation routière, et s'inscrit dans une approche combinant prévention, contrôle et sanctions.

Le nouveau dispositif intervient après un long travail de préparation. Le projet de loi avait été présenté comme une réforme globale visant l'ensemble de la chaîne de sécurité routière : conducteurs, auto-écoles, véhicules, contrôle technique, transport professionnel et dispositifs de surveillance. Le texte prévoit, notamment une responsabilisation accrue des différents intervenants. Le contrôle technique, la délivrance des permis de conduire, la formation des conducteurs et les conditions d'exercice du transport professionnel sont désormais placés au cœur du dispositif. Le projet présenté par le ministère de l'Intérieur prévoyait également des examens médicaux périodiques pour les conducteurs, une lutte renforcée contre la conduite sous l'emprise de stupéfiants et de psychotropes, ainsi que des dispositions spécifiques pour les conducteurs professionnels. Autre axe important : le recours accru aux moyens technologiques. Le dispositif prévoit, notamment des mécanismes modernes de contrôle, des systèmes d'information destinés au suivi des accidents et à

l'identification des points noirs, ainsi que des stations de pesage fixes et mobiles.

LES VÉHICULES LOURDS SOUS SURVEILLANCE

La question de la surcharge constitue également un axe majeur de la nouvelle politique de sécurité routière.

Le 18 juillet dernier, le ministère des Travaux publics et des Infrastructures de base et le commandement de la Gendarmerie nationale ont signé une convention-cadre destinée à renforcer le contrôle du poids des véhicules lourds. Des stations mobiles de pesage doivent ainsi équiper les unités de la Gendarmerie nationale, afin de détecter les dépassements des charges légales et de renforcer les contrôles sur les routes. Cette mesure intervient alors que la surcharge des poids lourds est considérée comme un facteur susceptible d'aggraver les risques d'accidents, tout en accélérant la dégradation des infrastructures routières.

Le nouveau cadre réglementaire s'attaque également à la question des pièces de rechange non conformes et aux irrégularités liées au contrôle technique. Les dispositions préparatoires du code de la route prévoient un durcissement de la responsabilité lorsque des défaillances techniques ou des documents inexacts contribuent à provoquer des accidents.

LE TRANSPORT COLLECTIF AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS

La succession de tragédies impliquant des autobus avait déjà conduit, en août 2025, à des décisions importantes concernant le renouvellement du parc de transport de voyageurs. À la suite d'une réunion consacrée au secteur des Transports, le président de la République avait, notamment ordonné l'importation immédiate de 10.000 nouveaux autobus destinés au transport de passagers et au remplacement des véhicules anciens. Il

avait également demandé l'adoption de nouvelles dispositions concernant la réglementation de la circulation, notamment les conditions de délivrance du permis de conduire.

Cette orientation traduisait la volonté de s'attaquer non seulement au comportement des conducteurs, mais aussi à l'état du parc roulant et aux conditions générales dans lesquelles s'effectue le transport de voyageurs. L'enjeu est d'autant plus important que les accidents impliquant des autobus peuvent provoquer, en quelques secondes, des bilans humains particulièrement lourds. Les récents drames de Boumerdès, Constantine et Timimoun en constituent une nouvelle illustration.

AU-DELÀ DES CHIFFRES, UN PROBLÈME DE COMPORTEMENT

Si les pouvoirs publics multiplient les mesures réglementaires et les opérations de contrôle, la lutte contre les accidents ne peut, toutefois, reposer uniquement sur les sanctions ou sur le renouvellement du parc automobile.

La vitesse excessive, les dépassements dangereux, le non-respect des distances de sécurité, la fatigue au volant, l'utilisation du téléphone et les comportements irresponsables demeurent autant de facteurs de risque. Le respect du code de la route reste donc un élément central de la prévention.

Le nouveau cadre juridique entend justement instaurer un système dans lequel chaque intervenant est davantage responsabilisé : conducteur, propriétaire du véhicule, exploitant, auto-école, contrôleur technique, mais aussi responsables de l'entretien des infrastructures.

Le projet présenté au Conseil de la nation insistait ainsi sur la nécessité de déterminer clairement les responsabilités de toutes les parties impliquées dans les accidents.

UNE SEMAINE QUI RÉSUME L'URGENCE

Avec 74 morts et 1.951 blessés en sept jours, la dernière semaine apparaît comme un nouveau signal d'alarme. Elle intervient dans un contexte où l'État a déjà engagé plusieurs réformes et renforcé les mécanismes de contrôle.

Mais les accidents de Boumerdès, de Constantine et de Timimoun montrent que le problème reste entier et que la mise en œuvre effective des nouvelles mesures constitue désormais le principal défi.

Sur les routes nationales, les autoroutes et les axes secondaires, chaque déplacement reste potentiellement exposé à une erreur humaine, à une défaillance mécanique ou à un comportement dangereux.

La réponse de l'État est désormais clairement engagée : nouveau code de la route, renforcement des contrôles, surveillance des poids lourds, responsabilisation des différents acteurs et renouvellement progressif du parc de transport collectif. Reste le défi le plus difficile : transformer ces décisions en réflexes quotidiens sur la route. Car derrière les 74 morts enregistrés en une seule semaine, il n'y a pas seulement un bilan statistique. Il y a 74 vies perdues, des centaines de blessés et autant de familles confrontées aux conséquences d'un fléau qui continue de coûter cher à la société algérienne.

Alger 16

HASSI MESSAOUD UNE COLLISION ENTRE UN BUS ET UN CAMION FAIT UN MORT

Un nouvel accident de la route mortel, impliquant un bus et un véhicule poids, est survenu sur les routes d'Algérie, qui ont connu, dernièrement, des drames terribles à Boumerdès, Timimoun, Tiaret et Constantine. Cette fois, c'est à Ouargla qu'une collision entre un bus et un camion a provoqué la mort d'une personne, selon un communiqué de la Protection civile, publié hier matin. La Protection civile a indiqué que ses équipes sont intervenues, vers 5h30, pour un accident de la route impliquant un bus, qui assure la ligne Guelma - Hassi Messaoud, et un camion, sur la route nationale n°3, à Hassi Messaoud. Le bilan provisoire fait état d'un mort et de sept blessés. Les blessés ont reçu les premiers secours sur place, avant d'être transférés vers l'hôpital de la ville, tandis que la dépouille de la seule victime décédée a été transférée vers la morgue de l'établissement. Deux camions d'extinctions et deux ambulances ont été mobilisées dans l'opération précisée la Protection civile.

LA RENTRÉE SCOLAIRE REPORTÉE LES ÉLÈVES RETROUVERONT LES BANCS DE L'ÉCOLE LE 21 SEPTEMBRE POCHAIN

Prévue initialement pour le 6 septembre prochain, la rentrée scolaire pour les élèves des trois cycles vient d'être reportée, ont annoncé hier les services du Premier ministère.

« Conformément aux instructions élevées de monsieur le Président de la République, le Premier Ministère annonce la modification du calendrier de la rentrée scolaire pour l'année

scolaire 2026-2027 », ont écrit les mêmes services. Ainsi la rentrée des personnels administratifs a été fixée pour le dimanche 6 septembre 2026, la rentrée des enseignants est annoncée pour le dimanche 13 septembre 2026. Les élèves retrouveront eux, les bancs de l'école le lundi 21 septembre 2026, a précisé la même source.



AUTISME UNE CAMPAGNE NATIONALE DE SENSIBILISATION EST LANCÉE

Une campagne nationale de sensibilisation au dépistage précoce du trouble du spectre de l'autisme (TSA) a été lancée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, destinée aux enfants à besoins spécifiques, a indiqué un communiqué du ministère, publié mercredi dernier.

Conformément aux directives de M^{me} Soraya Mouloudji, ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme - visant à préparer de manière optimale la rentrée scolaire 2026-2027 et à garantir une scolarisation dans les meilleures conditions -, les directions de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), en collaboration avec les différents partenaires sectoriels et les cellules de proximité, ont entamé l'organisation de cette campagne nationale d'information et de sensibilisation.

Cette initiative découle du constat que le diagnostic précoce constitue un pilier fondamental pour orienter ces enfants vers des parcours éducatifs et thérapeutiques adaptés à leurs besoins. Une prise en charge, dès le plus jeune âge, augmente considérablement leurs chances d'intégration scolaire et sociale. Dans ce cadre, les équipes sur le terrain effectuent des visites de proximité dans les quartiers, les agglomérations, les lieux publics et les crèches, afin d'assurer un contact direct avec les familles. Ces brigades animent des sessions de dialogue, d'écoute et de conseil, répondent aux inquiétudes des parents et leur

fournissent des repères scientifiques simplifiés sur les premiers signes révélateurs du TSA.

Les équipes spécialisées guident également les parents dans les démarches administratives et pédagogiques d'inscription au sein des établissements spécialisés, tout en les orientant vers les structures les plus adaptées.

Au-delà de l'aspect administratif, l'accent est mis sur la promotion d'une véritable culture du dépistage précoce et sur le rôle central de l'accompagnement familial.

L'intégration anticipée des enfants présentant un TSA dans des structures spécialisées leur offre un cadre éducatif et rééducatif propice au développement de l'autonomie, de la communication et des compétences cognitives et comportementales.

Ainsi, le diagnostic précoce s'impose comme une démarche proactive essentielle, permettant un suivi ciblé, bien avant le franchissement du seuil de l'école.

CINQ ÉQUIPES PLURIDISCIPLINAIRES À CONSTANTINE

Cinq équipes pluridisciplinaires ont



été mobilisées à Constantine par la direction de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS), pour sensibiliser sur l'importance du dépistage précoce du trouble du spectre de l'autisme, dans le cadre d'une campagne nationale initiée par le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, a-t-on informé, hier, auprès du directeur du secteur, Abdelkader Dehimi.

Il s'agit des équipes des Cellules de proximité et de solidarité (CPS) pertinentes, de l'Agence de développement social (ADS), et des Services d'aide mobile d'urgence (SAMU)-Social, en plus de l'équipe d'observation et d'éducation en milieu ouvert (SOEMO) pertinentes, de la DASS, qui sillonneront, dans une première étape, des lieux et des structures publiques, des centres

commerciaux, en plus des zones rurales reculées à travers les communes de la wilaya, a précisé le même responsable.

L'initiative touchera, tout au long du mois de septembre prochain, at-il ajouté, des crèches et des établissements scolaires, et cela dans le cadre d'une seconde phase prévue en coordination avec les services des directions de la Santé et de la Population (DSP), et de l'Education nationale, en plus d'associations activant dans ce domaine, mettant en exergue le rôle du diagnostic, qui demeure un facteur primordial pour orienter les enfants vers les parcours éducatifs et thérapeutiques les plus adaptés à leurs besoins de développement, ce qui renforce leurs chances d'intégration scolaire et sociale.

Abir Menasria

EN PRÉVISION DES INTÉMPÉRIES MESURES ANTICIPATIVES À TRAVERS LES DIFFÉRENTES WILAYAS DU PAYS

Le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports a entrepris une série de mesures anticipatives et préventives à travers les différentes wilayas du pays, dans la perspective des prévisions attendues à la fin de la saison estivale et le début de l'automne, a indiqué, hier, un communiqué du ministère.

Ces mesures interviennent dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à « renforcer les dispositions anticipatives et à élever le niveau de préparation, en prévision des intempéries attendues avec la fin de la saison estivale et le début de l'automne, où les wilayas du pays ont commencé à prendre un ensemble de mesures

préventives à l'échelle locale ». Dans ce cadre, les autorités locales ont tenu « des réunions de coordination, avec la participation des différents services et organismes concernés, au cours desquelles l'accent a été mis sur le niveau de préparation, l'évaluation de la situation au niveau des points sensibles et des points noirs, ainsi que l'arrêt des plans d'intervention en prévision d'éventuelles perturbations météorologiques ».

Les services concernés ont entamé des opérations de « nettoyage et d'entretien des avaloirs, des bouches d'évacuation des eaux pluviales, des réseaux d'assainissement, des oueds et des cours d'eau, outre la levée des obstacles et le traitement des lacunes relevées, à même d'assurer la fluidité de l'écoulement des eaux et de limiter les risques

d'accumulation et de montée des eaux », a ajouté la même source. Dans le même contexte, il a été procédé à « la mobilisation et la réquisition des moyens humains et matériels, ainsi qu'au renforcement de la coordination entre les différents secteurs et services, tout en garantissant la rapidité d'intervention en cas d'urgence, notamment au niveau des zones et des points exposés aux risques d'inondation ».

Ces opérations s'inscrivent dans le cadre de la concrétisation des directives visant à « privilégier l'action anticipative et préventive et à renforcer la préparation sur le terrain, de manière à contribuer à la protection des citoyens et de leurs biens, et à atténuer les effets d'éventuelles intempéries », a conclu le communiqué.

APS

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

RENFORCER LES PASSERELLES ENTRE LA DIASPORA ET LES START-UP ALGÉRIENNES

Entre start-up nationales et expertise de la diaspora, l'Algérie cherche à construire une intelligence artificielle adaptée à ses propres réalités. Une ambition réaffirmée, jeudi dernier à Alger, par le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Noureddine Ouadah, lors d'une rencontre consacrée aux perspectives de développement de l'IA en Algérie.



Le ministre intervenait à l'ouverture d'une rencontre organisée au siège de l'accélérateur public Algeria Venture, réunissant des porteurs de projets innovants et des start-up, avec l'experte algérienne établie aux Etats-Unis, Ansaf Salieb-Aouissi, maître de conférences en informatique à l'université Columbia. Pour Noureddine Ouadah, l'enjeu ne consiste plus uniquement à adopter les technologies développées ailleurs, mais à parvenir à concevoir des solutions correspondant aux réalités algériennes et africaines. Il a ainsi plaidé pour le développement de modèles d'IA, prenant en compte les spécificités « culturelles et historiques » de l'Algérie et du continent, mais également les exigences liées à la protection des données. Cette approche s'inscrit, selon le ministre,

dans un objectif plus large de souveraineté technologique. La mobilisation des compétences algériennes établies à l'étranger, associée au potentiel des start-up locales, pourrait permettre au pays de renforcer ses capacités dans un domaine devenu stratégique à l'échelle mondiale. L'Algérie dispose déjà de jeunes entreprises capables de développer des solutions basées sur l'intelligence artificielle, dont certaines ont même réussi à accéder à des marchés internationaux, a souligné le ministre. Le défi est désormais de multiplier ces initiatives et de favoriser l'émergence de solutions répondant directement aux besoins du marché national. Dans cette perspective, la diaspora scientifique et technologique apparaît comme un atout important. L'objectif de la rencontre était précisément de créer des passerelles entre les

compétences algériennes à l'étranger et les jeunes entreprises du pays, afin de faciliter le partage d'expertise et d'expérience acquises sur les marchés internationaux. Invitée à cette rencontre, Ansaf Salieb-Aouissi a présenté plusieurs applications de l'intelligence artificielle, notamment dans les secteurs de la santé et de l'enseignement. L'experte a également insisté sur la nécessité de démocratiser l'accès à cette technologie et de développer une véritable culture de l'IA auprès du grand public. Elle a, notamment présenté « Aphabet », une plateforme d'apprentissage à but non lucratif qu'elle a fondée pour rendre gratuitement les connaissances liées à l'intelligence artificielle accessibles au plus grand nombre. La plateforme compte aujourd'hui près de 20.000 utilisateurs répartis dans plus d'une centaine de pays, dont l'Algérie,

illustrant l'intérêt croissant pour la formation aux technologies de l'IA. Durant sa visite en Algérie, l'experte a également encadré une session de formation destinée à des cadres de la jeunesse et à des porteurs de projets, en collaboration avec le ministère de la Jeunesse et l'ambassade des Etats-Unis. Une initiative destinée à transmettre aux jeunes les connaissances fondamentales nécessaires pour mieux comprendre et exploiter les outils de l'intelligence artificielle. Au-delà de la course à l'innovation, les échanges ont également porté sur les conditions

nécessaires à un développement responsable de l'intelligence artificielle. Les représentants des start-up et l'experte ont, notamment insisté sur la nécessité de concevoir des solutions respectant les normes de sécurité, les principes éthiques et les exigences liées à la protection des données. Ansaf Salieb-Aouissi a, dans ce contexte, appelé les porteurs de projets à accorder une attention particulière à la qualité et à la fiabilité de leurs solutions. Pour l'Algérie, l'enjeu est donc désormais double : faire émerger davantage de solutions locales, tout en développant un écosystème capable de rivaliser à l'international. Et dans cette course, la mobilisation des compétences algériennes établies à l'étranger pourrait bien devenir l'un des accélérateurs les plus précieux du pays.

G. S. E.

SOUVERAINETÉ NUMÉRIQUE

DES ÉTUDIANTS DE JIJEL DÉVELOPPENT DES SOLUTIONS BASÉES SUR L'IA

Des étudiants de l'université Mohamed-Seddik-Ben Yahia, de Jijel, ont conçu des solutions techniques et des plateformes numériques, basées sur l'intelligence artificielle (IA) et la technologie 5G, qui permettent d'améliorer les performances des entreprises économiques et des institutions publiques dans leur fonctionnement quotidien.

L'étudiante Soumia Lakehal (master IA) a ainsi proposé un modèle de plateforme numérique algérienne offrant aux institutions et entreprises, en contact quotidien avec le citoyen, un assistant intelligent s'exprimant en langage dialectal et constituant une alternative aux modèles étrangers actuels, qui n'utilisent pas le dialectal algérien.

Cette étudiante a précisé, à l'APS, que l'atout de cette plateforme est de permettre à n'importe quelle entreprise de construire, en quelques minutes, « un assistant intelligent », conçu spécialement pour elle sur la base de ses documents et informations internes et avec lequel l'utilisateur pourra communiquer, en dialectal ou dans les langues arabe, française ou anglaise, soulignant que cet assistant comprend et répond dans la langue utilisée, tandis que les données sont stockées localement et entièrement protégées, constituant ainsi un premier pas vers la souveraineté numérique.

De son côté, Chairima Bensouilah (master IA) a présenté un projet innovant, qui permet aux entreprises d'interagir avec leurs bases de données en utilisant le langage courant, sans avoir besoin d'une quelconque connaissance technique ni avoir à maîtriser un langage de programmation, mais seulement en posant des questions de type : « Quelles sont les ventes de ce mois ? » ou « Qui sont les meilleurs clients ? » que la plateforme transforme en recherches sécurisées, puis analyse les données et rend les résultats quasi

instantanément, tout en conservant les données sur leurs serveurs, sans les transmettre à une partie extérieure, en permettant aux employés d'extraire les données et de les analyser en quelques secondes, améliorant ainsi la productivité et réduisant temps, efforts et coûts.

Le professeur Zenir Mohamed-Nadjib, qui supervise les projets des deux étudiantes, a indiqué que l'objectif de ces projets est de générer des algorithmes par IA compatibles avec le langage dialectal local, estimant que la gestion par IA des opérations des différentes institutions, à l'instar des services des impôts, des douanes et autres, augmentera les performances administratives, en accélérant par exemple le traitement des dossiers fiscaux des commerçants et la remise des autorisations et des permis en quelques minutes. De son côté, Abderazak Laârioui, de la Faculté des sciences économiques de l'université de Jijel, a relevé que les étudiants des différentes spécialités contribuent désormais à apporter des solutions techniques innovantes à des situations réelles, à travers des modèles numériques basés sur l'IA et la 5G, de sorte à opérer des changements positifs sur les niveaux économique et social.

Il a également considéré que la technologie 5G représente un levier important pour la transition économique en Algérie, en contribuant à améliorer la productivité des entreprises industrielles via la surveillance des lignes de production, outre sa possible exploitation par les secteurs stratégiques de l'énergie et de l'agriculture intelligente, à travers des capteurs et des systèmes d'irrigation intelligents pour rationaliser la consommation de l'eau et augmenter les productions agricoles. Dans le secteur de la santé, il permet d'assurer des consultations médicales à distance, de

transmettre des images médicales de haute précision et de relier les hôpitaux aux centres de santé des différentes wilayas, afin de réduire les transferts de malades, réaliser des économies en termes de temps et de coûts, et effectuer des interventions chirurgicales à distance.

La 5G favorise aussi la modernisation de l'enseignement à distance et l'apprentissage via les laboratoires virtuels, au travers des expériences d'anatomie sur le corps humain au profit des étudiants en médecine, ainsi que la manipulation virtuelle des engins au profit des étudiants en génie, sans avoir à acquérir des équipements onéreux.

La technologie 5G aide également à la numérisation de l'administration publique, en permettant le traitement et l'échange de données à haute vitesse entre les administrations, réduisant les délais des opérations et le temps d'établissement des documents administratifs et améliorant les services publics, comme la délivrance des documents divers, le paiement des impôts et droits, l'inscription universitaire et le renouvellement des documents officiels sans se déplacer vers les administrations.

Cette technologie permet aussi de collecter et d'analyser les données, en temps réel, pour aider les responsables à la prise de décisions rapides et précises, notamment dans les domaines de la planification, la gestion des crises, l'édification d'une administration basée sur la transparence et la facilitation des procédures, a ajouté P^r Laârioui. La technologie 5G contribue également au développement des villes intelligentes, à travers la gestion de la circulation automobile, de l'éclairage public et de la sécurité par le recours aux nouvelles technologies de communication, selon le même universitaire.

CAMPAGNE DE NETTOYAGE À TRAVERS LES QUARTIERS

VASTE MOBILISATION **NATIONALE**

Les différentes wilayas du pays ont organisé, vendredi dernier, d'importantes opérations de nettoyage à travers les zones urbaines et les espaces publics. Mobilisant les travailleurs des services municipaux et de la fonction publique, ces opérations ont également enregistré une large participation des citoyens et des associations, avec pour objectif d'améliorer la propreté de l'environnement, d'embellir les villes et de contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population.



Cette campagne nationale s'inscrit dans le cadre des directives du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, ainsi que du suivi régulier des efforts déployés pour améliorer la propreté de l'environnement et le cadre de vie des citoyens. Lors de sa dernière rencontre avec les walis, le ministre avait insisté sur la nécessité de renforcer la mobilisation sur le terrain et d'intensifier les opérations visant à préserver la propreté des villes et à améliorer leur cadre de vie, faisant de cette démarche «une priorité constante, loin des campagnes conjoncturelles et occasionnelles». À travers les différentes wilayas, les autorités locales et les institutions publiques ont ainsi mobilisé leurs moyens humains et matériels, avec l'appui de citoyens et

d'associations, pour intervenir dans les quartiers résidentiels, les rues, les places publiques, les trottoirs, les espaces verts, ainsi que les abords des routes. Ces opérations visent non seulement à améliorer l'aspect général des villes, mais également à renforcer une culture durable de la propreté et de la préservation des espaces publics.

UNE MOBILISATION CONSÉQUENTE À ALGER

À l'instar des autres wilayas du pays, une vaste campagne de nettoyage a été lancée, vendredi dernier, dans l'ensemble des communes de la wilaya d'Alger, conformément aux instructions du wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, adressées aux walis délégués des 14 circonscriptions administratives, les appelant à intensifier les efforts pour préserver la propreté de l'environnement. Baptisée «Coopérons un peu pour

que notre quartier reste propre», cette opération a ciblé plusieurs rues, quartiers et zones résidentielles de la capitale. Elle a mobilisé les services de l'État, notamment les circonscriptions administratives, les directions exécutives et les différents établissements publics, qui ont engagé leurs moyens humains et matériels, afin d'assurer le bon déroulement de la campagne. Au-delà des opérations de nettoyage proprement dites, cette initiative se veut également un moyen de renforcer la participation citoyenne et de faire de la préservation des espaces publics une responsabilité partagée. La mobilisation des habitants et des associations constitue ainsi l'un des principaux volets de la campagne, dans l'objectif d'inscrire les efforts de nettoyage dans la durée, plutôt que de les limiter à des opérations ponctuelles. Les interventions ont

notamment porté sur le nettoyage des quartiers résidentiels, des rues principales et des espaces publics, mais également sur l'entretien des réseaux d'assainissement et des cours d'eau, le traitement des fuites d'eau et la prise en charge des espaces verts dans les différents communes. Les opérations ont également concerné l'entretien de l'éclairage public, notamment des poteaux, ainsi que l'embellissement des principaux axes routiers, à travers la mise en place d'éclairages artistiques. À travers cette mobilisation nationale, les autorités entendent ainsi conjuguer l'action des services publics avec l'implication directe des citoyens et de la société civile. Une approche destinée à améliorer durablement le cadre de vie, tout en faisant de la propreté des quartiers et de la préservation de l'espace public une responsabilité collective.

Abir Menasria

SÉANCE DE TRAVAIL CONSACRÉE À L'ÉVALUATION DU SECTEUR DE L'HYDRAULIQUE À BATNA

Le ministre de l'hydraulique, Lounès Bouzegza, a effectué, vendredi dernier, une visite de travail et d'inspection dans la wilaya de Batna, qu'il a entamée en présidant une séance de travail consacrée à l'évaluation de la situation du secteur dans cette wilaya. Selon l'exposé présenté au ministre, qui était accompagné du wali, Riadh Ben Ahmed, la wilaya de Batna a enregistré, au cours du premier semestre 2026, une capacité de production d'eau potable dépassant 305.000 m³ par jour, au profit de plus de 1,54 million d'habitants. La production repose sur les ressources en eaux souterraines, ainsi que sur les transferts hydrauliques, à partir du système du barrage de Beni Haroun (Mila) vers le barrage de Koudiet Lemdouar, à Timgad (Batna), qui assure l'alimentation en eau potable de 17 communes de la wilaya. L'exposé a également porté sur les projets stratégiques, en cours de réalisation à travers les communes de la wilaya, notamment le projet d'extension de la



à la réutilisation de ces eaux traitées dans l'irrigation agricole et les usages industriels. Dans son intervention, le ministre a souligné que le secteur des ressources en eau bénéficie d'une attention particulière du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant que l'un des piliers essentiels du développement durable et du renforcement de la sécurité hydrique. Il a rappelé que l'État met en œuvre une vision stratégique fondée sur la réalisation de grands transferts d'eau entre les barrages, le développement des stations de dessalement de l'eau de mer et l'interconnexion des différents

stations de traitement des eaux du barrage de Koudiet Lemdouar, qui permettra de porter sa capacité de production de 113.000 m³ à 169.000 m³ par jour. Il a aussi été question du projet de station d'épuration des eaux usées de la ville de Batna, d'une capacité de 60.000 m³ par jour, destinée

à la réutilisation de ces eaux traitées dans l'irrigation agricole et les usages industriels. Dans son intervention, le ministre a souligné que le secteur des ressources en eau bénéficie d'une attention particulière du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en tant que l'un des piliers essentiels du développement durable et du renforcement de la sécurité hydrique.

Il a rappelé que l'État met en œuvre une vision stratégique fondée sur la réalisation de grands transferts d'eau entre les barrages, le développement des stations de dessalement de l'eau de mer et l'interconnexion des différents systèmes hydrauliques, afin d'assurer une répartition équilibrée de cette ressource vitale à travers les différentes wilayas du pays. M. Bouzegza a, dans ce contexte, insisté sur «la nécessité d'adopter une planification scientifique et des études techniques rigoureuses, lors de la préparation des projets, tout en respectant les délais de réalisation et en mettant les infrastructures en service dès leur achèvement, afin d'améliorer la qualité du service public de l'eau». Il a également mis en avant l'importance de la valorisation des eaux usées traitées et de l'élargissement de leur utilisation dans l'irrigation agricole et les activités industrielles, appelant à accélérer la numérisation du secteur, à adopter des systèmes de gestion intelligents et le pilotage à distance des infrastructures hydrauliques, en vue d'améliorer les performances, de réduire les pertes d'eau et de renforcer la communication en temps réel avec les citoyens. Le ministre a poursuivi sa visite de travail dans la wilaya de Batna au cours de laquelle, il a inspecté plusieurs projets et infrastructures relevant de son secteur dans les communes de Timgad, d'Arris et de Bouzina, avant de se rendre aux wilayas de Biskra et d'El-Kantara, pour s'enquérir de la situation du secteur de l'Hydraulique dans ces deux wilayas.

APS

DERNIER DÉLAI LE 20 AOÛT PROCHAIN

«PLATEAU 19» OUVRE LES INSCRIPTIONS AUX «ATELIERS DE L'ÉTÉ»

Le collectif «Plateau 19» organise la troisième édition de ses ateliers d'été «Ta3 Essah», qui se déroulera du 9 au 14 septembre au Centre culturel Houari-Boumediène de Sétif. Les inscriptions aux six ateliers spécialisés, encadrés par des professionnels des secteurs audiovisuel et cinématographique, sont ouvertes depuis quatre jours et se poursuivront jusqu'au 20 août.

Les participants pourront choisir entre plusieurs disciplines : le son, la cinématographie, l'éclairage, l'assistanat à la réalisation et l'écriture scénaristique, ainsi qu'un atelier «Jeunes acteurs», destiné aux adolescents âgés de 12 à 17 ans. Les autres ateliers sont ouverts aux candidats âgés de 18 ans et plus. Les organisateurs précisent que ces ateliers s'adressent à toute personne souhaitant perfectionner ses compétences, acquérir une expérience pratique, approfondir ses connaissances et prendre part à un travail collectif consacré à la réalisation cinématographique. Afin d'assurer le bon déroulement de cette formation intensive, plusieurs conditions ont été fixées, notamment l'obligation pour les candidats retenus de participer à l'ensemble des activités programmées durant l'événement. Les inscriptions sont ouvertes à tous, mais une préférence sera accordée aux candidats sérieux et motivés, manifestant un intérêt marqué, voire une première expérience, dans les domaines de l'audiovisuel et du cinéma. Chaque candidat devra choisir un seul atelier parmi les disciplines proposées. Dix participants seulement seront retenus pour chaque spécialité. Le dossier de candidature doit comprendre un CV, une photo et une lettre de motivation, et être transmis via le formulaire Google Forms, disponible sur la page Facebook officielle du collectif «Plateau 19». À noter que l'appellation «Ta3 Essah»

(«réel») fait référence au changement de période de cette deuxième session, initialement prévue sous le titre «Ta3 Lekhrif». La précédente édition s'était déroulée du 19 au 24 octobre 2025 et avait réuni de nombreux passionnés autour d'une semaine consacrée aux ateliers pratiques, aux masterclasses et aux projections cinématographiques. Dix stagiaires par discipline avaient alors été sélectionnés, pour participer à un programme intensif encadré par plusieurs personnalités reconnues du cinéma algérien. Parmi les intervenants figuraient Adila Bendimerad, pour le jeu d'acteur, Yanis Koussim, pour le scénario, Mounir Mohamed Mostefai, pour les techniques d'éclairage, Amina Castaing Salem, pour la direction de production, Rami Alou, pour l'image, Mariem Abir Rezak, pour l'assistanat à la réalisation et Salim Fahtia, pour l'animation du ciné-club. Le programme comprenait également des ateliers de perfectionnement, ainsi que des projections de films algériens et internationaux, parmi lesquels *Nahla*, de Farouk Beloufa, *Hassan Terro*, de Mohamed Lakhdar-Hamina et *Salt of this Sea*, d'Annemarie Jacir.

UN COLLECTIF ENGAGÉ

Il convient enfin de souligner le dynamisme du collectif «Plateau 19», qui contribue à l'animation de la scène cinématographique de Sétif, à travers l'organisation régulière d'ateliers, de rencontres, de projections et de



manifestations dédiées au septième art. En décembre dernier, le collectif avait notamment organisé la première édition des «Journées du court métrage documentaire», contribuant à la promotion de ce genre cinématographique et offrant un espace d'échange entre professionnels et cinéphiles. À travers

ces différentes initiatives, «Plateau 19» entend participer à la formation d'une nouvelle génération de créateurs et de spectateurs, tout en contribuant à la consolidation de la dynamique cinématographique dans la région de Sétif.

Abir Menasria

TRTO NOUVELLE SESSION DE FORMATION AUX MÉTIERS DE LA SCÈNE

Le Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou (TRTO) a annoncé l'ouverture des inscriptions aux ateliers de formation à l'art théâtral, qui se dérouleront du 8 au 13 août prochain, et qui sont destinés aux comédiens, amateurs, ainsi qu'aux jeunes passionnés désireux de développer leurs compétences dans les différents métiers de la scène. Dans le cadre de cette initiative, qui rappelle, notamment que la formation est un axe majeur dans l'évolution de la pratique, le TRTO propose un espace de perfectionnement et d'échange, animé par des professionnels reconnus, dans le but d'accompagner les talents et de contribuer à la promotion des métiers du spectacle. Les participants bénéficieront d'un encadrement spécialisé, alliant apprentissage théorique et exercices pratiques, à travers un programme articulé autour de cinq ateliers, qui couvrent plusieurs disciplines complémentaires. Un atelier d'expression corporelle de niveau 2 sera animé par le chorégraphe Slimane Habes, qui accompagnera les participants dans le

développement du langage du corps, élément essentiel du jeu d'acteur. Halim Rahmouni assurera, pour sa part, un atelier de scénographie de niveau 1, consacré aux principes de conception et d'aménagement de l'espace scénique. Le comédien Lamri Kaouane encadrera un atelier dédié au «One man show», une discipline qui exige une maîtrise particulière de l'interprétation, du rythme et de la relation avec le public. La mise en scène figure également parmi les volets phares de cette session grâce à un atelier dirigé par Ahmed Khoudi, qui permettra aux participants d'aborder les différentes étapes de la construction d'un spectacle, depuis la lecture dramaturgique jusqu'à la direction des acteurs. Un cinquième atelier, consacré à la critique théâtrale, sera animé par Soumia Bounab, et abordera les fondements de l'analyse dramaturgique, ainsi que les techniques de rédaction d'une critique, afin de développer un regard analytique sur les œuvres théâtrales et les pratiques scéniques. Les formations se

dérouleront quotidiennement, de 9h à 16h, au niveau du Théâtre régional Kateb-Yacine de Tizi Ouzou, qui invite, par ailleurs, les personnes intéressées à se rapprocher de son administration, afin d'effectuer leur inscription et d'obtenir les informations relatives aux modalités de participation. Il y a lieu de souligner, enfin, que cette nouvelle session s'inscrit dans la continuité des actions de formation régulièrement organisées par le TRTO, qui se positionne également comme un espace de transmission des savoirs artistiques, et ce, afin d'accompagner l'émergence d'une nouvelle génération de créateurs et de praticiens du théâtre. Ces ateliers, encadrés par des intervenants de différentes spécialités, constituent, somme toute, une opportunité pour les jeunes talents d'enrichir leur parcours, de bénéficier de l'expérience de professionnels confirmés et de contribuer, à terme, au dynamisme et à la vitalité de la scène théâtrale nationale.

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHAM 2023
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE DRAMATISME
C'EST LA RENTRÉE !

**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS



Jijel

ROYAUME DE LA NATURE ET DE LA MER

C'est l'une des plus spectaculaires perles du littoral algérien, où les montagnes verdoyantes de la Petite Kabylie plongent directement dans les eaux bleues azur de la Méditerranée.

Célèbre pour ses corniches vertigineuses, ses forêts somptueuses, son patrimoine géologique d'exception et son ambiance chaleureuse, la wilaya de Jijel est la destination idéale pour combiner famille et estival, randonnées en pleine nature et découvertes culturelles. La région de Jijel a été le carrefour de plusieurs civilisations, dont les traces se trouvent ici et là sur son territoire. L'histoire de la région est très mouvementée et riche en événements. Le nom même de la ville, IGIL GIL, trouve son origine dans l'ère préromaine. Le préfixe «I» se réfère, dans les toponymes phéniciens, à l'existence d'îlots sur le littoral. Tandis que «GIL GIL» désigne un cercle de pierre. Comme toutes les régions du littoral algérien, la wilaya de Jijel bénéficie d'un climat tempéré, avec un hiver doux, caractéristique des zones méditerranéennes, et une pluviométrie de l'ordre de 1.200 mm/an. Elle est parmi les régions les plus arrosées d'Algérie. On note aussi qu'au col de Texenna, qui se situe à 725 m d'altitude, l'enneigement dure plus de 11 jours/an. Les vents dominants soufflent généralement de la mer vers le continent.



Trois incontournables

1 TRADITION & CULTURE

- Chant, poésie et bédouin jijélien : la culture jijélienne est bercée par le chant bédouin local, la poésie populaire et l'utilisation de la Gasba (flûte) et du Gallal, lors des fêtes traditionnelles et des mariages.
- La waâda et la fantasia : les rassemblements populaires dans les zones rurales célèbrent le terroir au son du baroud, des chants religieux et des parades de cavaliers.



2 PATRIMOINE HISTORIQUE



Le Grand Phare de Ras Afia :
Édifié en 1867 sur un promontoire rocheux surplombant la Méditerranée, cette majestueuse tour en pierre bleue taillée par le sculpteur Charles Salva est devenue l'emblème emblématique et le symbole incontournable de toute la côte jijélienne.

3 SAVEURS LOCALES

Le couscous au poisson (couscous au merlan/mérou) : spécialité emblématique de la côte jijélienne, ce couscous fin est arrosé d'un bouillon rouge parfumé aux épices de mer et servi avec du poisson frais, comme elle est également une ville portuaire par excellence, Jijel est réputée pour sa dorade grillée, ses sardines fraîches et ses plats de fruits de mer cuisinés au four ou en sauce tomate épicée.



Découverte de la semaine

Plage Rouge, Cavallo et Andrew

Le littoral jijélien regorge de criques sauvages et de plages réputées. La plage Rouge (Ziama Mansouriah), la plage de Cavallo (El-Aouana) et les baies encadrées par la verdure offrent un contraste saisissant entre montagnes boisées et eaux cristallines.



Mon carnet d'adresses



OÙ DORMIR ?

- Hôtels du centre-ville et de la Corniche
- Hôtel Taghrast
- Dar El-Aaz
- Résidences touristiques & locations de vacances



OÙ MANGER ?

- Restaurants du Port de Boudis
- Restaurant Essalem
- Restaurant A la Cabane
- Restaurants de la Corniche



À VISITER

- Family land Jijel
- Les Grottes merveilleuses de Ziama Mansouriah
- Le Phare de Ras Afia
- L'île de Cotta (El-Aouana)



COMMENT Y ALLER ?

- En voiture : accessible par la RN43, depuis Béjaïa ou Skikda, ou via la pénétrante autoroutière reliant l'autoroute Est-Ouest à Jijel.
- En avion / par Train : Aéroport de Jijel Ferhat Abbas et liaisons ferroviaires régionales.



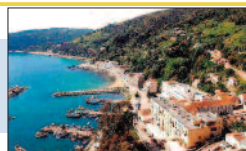
BON À SAVOIR :

Privilégiez les premiers mois de l'été ou le début de l'automne, pour profiter des plages et des randonnées sans la forte affluence estivale. Respectez la faune locale au Parc national de Taza, en évitant de nourrir les macaques de Barbarie.



Prochain rendez-vous

CAP SUR SUR SKIKDA



Voyager,
c'est découvrir
l'âme
de l'Algérie...





www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

POURQUOI DIGÈRE-T-ON MOINS BIEN LORSQU'IL FAIT CHAUD ?

Lorsque les températures grimpent, il n'est pas rare de ressentir une perte d'appétit, une digestion plus lente ou encore des ballonnements après les repas. Ces désagréments ne sont pas le fruit du hasard : pendant les fortes chaleurs, l'organisme mobilise une grande partie de son énergie pour maintenir une température corporelle stable, ce qui ralentit temporairement le fonctionnement du système digestif. Heureusement, quelques gestes simples permettent de mieux supporter cette période et de limiter les troubles digestifs.

En été, le corps est soumis à un stress thermique important. Pour éviter une surchauffe, il met en place plusieurs mécanismes de régulation, notamment une augmentation de la transpiration et une dilatation des vaisseaux sanguins, afin d'évacuer la chaleur. Cette adaptation demande beaucoup d'énergie. Résultat : certains organes, comme le système digestif, passent temporairement au second plan.

POURQUOI LA DIGESTION RALENTIT-ELLE EN PÉRIODE DE CHALEUR ?

Lorsque la température extérieure augmente fortement, une plus grande quantité de sang est dirigée vers la peau, afin de favoriser l'évacuation de la chaleur.

Le système digestif est alors moins irrigué, ce qui ralentit le travail de l'estomac et des intestins.

Ce phénomène est comparable à celui observé lors d'un effort physique intense : le corps privilégie les fonctions essentielles à sa survie immédiate, plutôt que la digestion. Les aliments restent donc plus longtemps dans l'estomac, ce qui peut provoquer une sensation de lourdeur ou d'inconfort après les repas.

POURQUOI A-T-ON MOINS FAIM LORSQU'IL FAIT CHAUD ?

La baisse de l'appétit est l'une des conséquences les plus fréquentes des fortes chaleurs. Comme la digestion demande un effort supplémentaire à l'organisme, le corps réduit naturellement la sensation de faim, afin de limiter la production de chaleur liée au processus digestif.

C'est pourquoi les repas copieux deviennent souvent moins attirants durant l'été, tandis que les aliments frais et riches en eau sont généralement mieux tolérés.

Cette diminution de l'appétit est un phénomène normal tant

qu'elle reste passagère.

LA CHALEUR PEUT-ELLE PROVOQUER DES TROUBLES DIGESTIFS ?

Oui. Une digestion ralentie peut favoriser plusieurs désagréments digestifs.

Parmi les symptômes les plus fréquents figurent :

- une sensation de lourdeur après les repas ;
- des ballonnements ;
- un ventre gonflé ;
- des flatulences ;
- des douleurs abdominales modérées.

Ces troubles sont souvent plus marqués chez les personnes souffrant déjà d'un syndrome de l'intestin irritable ou d'autres maladies digestives chroniques. Les personnes âgées sont également plus sensibles aux effets de la chaleur sur le système digestif.

POURQUOI LA CONSTIPATION EST-ELLE PLUS FRÉQUENTE EN ÉTÉ ?

Les épisodes de forte chaleur favorisent la déshydratation.

Lorsque l'organisme manque d'eau, le côlon en récupère davantage dans les selles, afin de préserver les réserves hydriques du corps.

Les selles deviennent alors plus sèches et plus difficiles à évacuer, ce qui ralentit encore davantage le transit intestinal. Boire suffisamment tout au long de la journée est donc indispensable pour prévenir ce phénomène.

LA DIARRHÉE EST-ELLE TOUJOURS LIÉE À LA CHALEUR ?

Pas forcément.

Même si certaines personnes peuvent présenter des selles plus fréquentes lorsque la digestion est perturbée, une diarrhée importante ou persistante ne doit jamais être attribuée automatiquement aux fortes températures.

Une intoxication alimentaire, une gastro-entérite ou une autre infection digestive peuvent également être en cause, notamment pendant les voyages



ou lorsque les aliments ont été mal conservés. Si la diarrhée dure plusieurs jours ou s'accompagne d'autres symptômes, un avis médical est recommandé.

LES BOISSONS GLACÉES SONT-ELLES UNE BONNE IDÉE ?

Lorsqu'il fait très chaud, il est tentant de boire des boissons très froides ou de consommer des aliments glacés. Pourtant, chez certaines personnes sensibles, ce choc thermique peut provoquer des crampes digestives ou accentuer l'inconfort intestinal.

Il est généralement préférable de privilégier une eau fraîche, plutôt que glacée et de boire régulièrement en petites quantités tout au long de la journée.

QUELS ALIMENTS PRIVILÉGIER PENDANT LES FORTES CHALEURS ?

Pour faciliter le travail du système digestif, mieux vaut adapter ses repas.

Les spécialistes recommandent de privilégier :

- les fruits riches en eau ;
- les légumes de saison ;
- les crudités ;
- les repas légers et fractionnés ;
- les aliments faciles à digérer.

À l'inverse, les plats très gras, très épicés ou particulièrement copieux sont souvent plus difficiles à digérer lorsque les températures sont élevées. Répartir l'alimentation en plusieurs petits repas au cours de la journée peut également améliorer le confort digestif.

LE COUP DE CHALEUR PEUT-IL PROVOQUER DES MAUX DE VENTRE ?

Oui.

Un coup de chaleur peut s'accompagner de plusieurs symptômes digestifs, notamment des douleurs

abdominales, des nausées, des vomissements ou encore des diarrhées.

Ces manifestations sont liées au fait que l'organisme concentre toutes ses ressources sur la régulation de la température corporelle.

La déshydratation qui accompagne souvent un coup de chaleur peut également perturber le fonctionnement du système digestif.

LA CLIMATISATION RALENTIT-ELLE LA DIGESTION ?

Contrairement à une idée reçue, rien ne montre que la climatisation ralentit directement la digestion.

En revanche, un passage brutal d'un environnement très chaud à une pièce fortement climatisée peut provoquer une sensation passagère d'inconfort ou de légères crampes abdominales chez certaines personnes particulièrement sensibles au froid.

QUAND FAUT-IL CONSULTER ?

La plupart des troubles digestifs liés à la chaleur disparaissent spontanément avec une bonne hydratation et quelques adaptations alimentaires.

En revanche, il est conseillé de consulter un professionnel de santé si les symptômes persistent ou s'accompagnent de signes plus préoccupants, notamment :

- une diarrhée importante ou prolongée ;
- la présence de sang ou de glaires dans les selles ;
- des douleurs abdominales intenses ;
- une forte fièvre ;
- des vomissements répétés ;
- des signes de déshydratation, comme une soif intense, une diminution des urines ou un malaise.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKKOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNFT
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger



020 10 23 68

ACCORD IMMINENT AVEC LE BARÇA FERRAN TORRES SE RAPPROCHE DU PSG

Le Paris Saint-Germain est en passe de réaliser l'un de ses objectifs du mercato estival. Le club parisien serait tout proche d'un accord avec le FC Barcelone pour le transfert de Ferran Torres. Très apprécié par Luis Enrique, l'international espagnol pourrait rejoindre la capitale française dans les prochains jours, dans le cadre d'une opération estimée à environ 50 millions d'euros.

À la recherche de renforts offensifs, le PSG aurait fait de Ferran Torres l'une de ses priorités. Luis Enrique apprécie particulièrement la polyvalence de l'attaquant espagnol, capable d'évoluer sur plusieurs positions du front de l'attaque. Son profil pourrait ainsi offrir davantage de solutions au technicien parisien, notamment après les changements intervenus dans son secteur offensif.

TORRES AURAIT DÉJÀ CHOISI PARIS

Selon les informations de *Marca*, publiées samedi matin, Ferran Torres devrait, sauf énorme retournement de situation, porter le maillot du PSG la saison prochaine. Les négociations entre les deux clubs seraient particulièrement avancées, après plusieurs jours de discussions menées dans la plus grande discrétion. Les échanges impliquent, notamment Deco et Luis Campos, les deux responsables sportifs du Barça et du PSG, qui entretiennent, par ailleurs, de bonnes relations. Du côté du joueur, la tendance serait également très claire. Ferran Torres aurait déjà trouvé un accord avec le club parisien sur les bases d'un contrat portant sur quatre saisons.

UN TRANSFERT AVANT LA REPRISE AVEC LE BARÇA ?

Le calendrier pourrait accélérer les négociations. Ferran Torres est normalement attendu, mercredi à Barcelone, pour reprendre l'entraînement avec ses coéquipiers internationaux espagnols. Toutefois, ses représentants auraient déjà fait savoir à la direction catalane que le joueur souhaitait rejoindre Paris. L'objectif serait donc de finaliser son transfert avant cette date, afin d'éviter à l'attaquant de

reprendre la préparation sous les couleurs du Barça. Les différentes parties travaillent désormais dans cette direction, avec la volonté de parvenir rapidement à un accord définitif.

UNE OPÉRATION AUTOUR DE 50 MILLIONS D'EUROS

Toujours selon *Marca*, les discussions entre le PSG et le FC Barcelone sont entrées dans leur dernière phase. Les deux clubs seraient désormais proches d'un terrain d'entente concernant l'indemnité de transfert. Paris devrait investir environ 50 millions d'euros, pour s'attacher les services de l'international espagnol. Le montant exact reste toutefois à définir, notamment en fonction des éventuels bonus et des modalités du transfert. Sauf

rebondissement de dernière minute, Ferran Torres devrait donc prochainement quitter le FC Barcelone pour rejoindre le PSG. Une arrivée qui permettrait à Luis Enrique de disposer d'une arme offensive supplémentaire et d'un joueur particulièrement polyvalent pour la saison à venir.

A. Amine



FORMULE 1

Les folles exigences d'Alonso pour rester chez Aston Martin

Fernando Alonso n'exclut pas de poursuivre sa carrière en Formule 1 au-delà de la saison 2026, mais le double champion du monde espagnol aurait posé des conditions très claires à Aston Martin. Et celles-ci sont particulièrement onéreuses.

Selon les informations de l'expert économique de F1 Marc Limacher, relayées par la radio espagnole Cadena Cope, le pilote de 45 ans réclamerait un salaire de... 40 millions de dollars (34,6 millions d'euros) par saison, pour prolonger son contrat jusqu'à fin 2028.

Une telle rémunération représenterait donc un engagement de 80 millions de dollars (environ 69,2 millions d'euros) sur deux ans, et placerait Fernando Alonso parmi les pilotes les mieux payés du paddock. Le natif d'Oviedo égalerait Charles Leclerc (Ferrari) à la troisième place de cette hiérarchie salariale, derrière Max Verstappen (Red Bull) et Lewis Hamilton (Ferrari), qui percevaient respectivement 70 et 60 millions de dollars annuels (60,5 et 51,9 millions d'euros). Arrivé chez Aston Martin en 2023, le recordman du nombre de courses en F1 toucherait actuellement 30 millions de dollars (25,9 millions d'euros) par saison. Son contrat aurait été conçu de manière progressive, après un salaire estimé à 20 millions de dollars (17,3 millions d'euros) lors de sa première année au sein de l'écurie britannique.

Mais l'aspect financier ne serait pas l'unique exigence du vétéran espagnol. Toujours selon Cadena Cope, Fernando Alonso souhaiterait surtout disposer d'une monoplace capable de jouer régulièrement les premiers rôles. Avec un calendrier mondial appelé à compter 24 Grands Prix en 2027, il exige d'Aston Martin une voiture suffisamment compétitive pour rester performant tout au long de la saison.



ATLÉTICO DE MADRID

Diego Simeone a scellé l'avenir de Julian Alvarez

Présent devant la presse, hier à Séoul (Corée du Sud), alors que l'intérêt du FC Barcelone persiste depuis des mois pour Julián Álvarez, Diego Simeone a tenu à faire un point ferme sur l'avenir de son attaquant. Interrogé sur la situation de l'international argentin, l'entraîneur des Colchoneros s'est montré ferme : « la situation est très claire, le club a pris une décision que Miguel Ángel a très bien expliquée. Nous sommes très satisfaits de Julián et, sur le plan sportif, nous l'aiderons à poursuivre sa progression, à continuer de s'améliorer et à nous rendre tout ce qu'il nous a apporté ces deux dernières années, ce qui a été formidable. » Relancé sur la trajectoire de Julián Álvarez et la gestion des rumeurs dans cette période de mercato, le technicien a préféré prôner le travail et la stabilité, faisant, au passage, un parallèle avec d'autres dossiers chauds du passé. Pour le « Cholo », la réponse se trouvera uniquement sur le terrain : « nous avons des problèmes, nous avons déjà vu ce qui est arrivé à Griezmann. Je ne vois pas d'autre solution que de travailler sur le plan sportif, comme nous le devons, et d'essayer d'aider comme nous l'avons fait ces deux dernières années. » Voilà qui est clair.



EQUIPE NATIONALE / LE COLLÈGE TECHNIQUE FIXE SES CHOIX LARGES QUI DE SANCHEZ, BENITEZ OU SAINTFIET SUCCÈDERA À PETKOVIC ?

Le collège technique national, réuni jeudi dernier en session extraordinaire au Centre technique national de Sidi Moussa, a balisé la liste des noms pressentis pour la succession de l'ex-sélectionneur national Vladimir Petkovic à la tête du staff technique des Verts.

Pour rappel, la réunion du Collège technique a été décidée par le bureau fédéral, dans le but de débattre du meilleur profil à retenir pour succéder au technicien bosnien, naturalisé suisse, qui avait décidé de mettre un terme à sa relation de travail avec la FAF, d'un commun accord entre les deux parties. Après s'être penché sur une bonne brochette de CV prétendants au poste, et à l'issue des échanges partagés, le collège a, dit-on, arrêté une liste finale de trois candidatures qui ont été préférées aux autres. Il faut d'abord savoir que la préférence première de la Fédération algérienne était surtout orientée vers l'école ibérique prioritairement. L'orientation a été surtout dictée par le souci de mettre en place une nouvelle stratégie capable

de mettre en place une nouvelle philosophie de jeu basée sur la maîtrise du ballon et la rigueur tactique. Et de ce côté, l'école espagnole affiche des atouts bien consolidés matérialisés sur le terrain par la verve qu'affiche le football ibérique tant sur la scène locale qu'internationale, à travers les consécutions acquises, que ce soit au niveau des clubs que de la sélection nationale. Autre souci mis en avant par la FAF, le choix d'un profil qui permettrait de garantir une meilleure communication dans le vestiaire. A ce propos, la FAF a particulièrement à cœur de mettre la main sur un

sélectionneur apte à faire passer son message sans encombre, et partant corriger les lacunes de communication constatées lors de l'ère Petkovic, qui ont sensiblement handicapé l'orientation du groupe. Voilà un peu les grands axes qui ont amené le collège à trancher dans un premier temps sur la sélection de trois noms, à savoir les espagnols Félix Sánchez et Rafael Benítez, ainsi que du technicien belge, Tom Saintfiel. Le trio a une chose en commun, ils maîtrisent tous les trois la langue anglaise, avec cependant un atout non négligeable pour le belge, qui parle en plus français. Sur le plan sportif, si pour Benítez, le technicien n'est plus à présenter à ce niveau là, Sanchez a tout aussi un parcours atypique à faire valoir, notamment sa culture du jeu barcelonais

couronnée par des distinctions acquises lors de sa longue expérience au Qatar, avant d'atterrir en équatateur. Et puis, il y a donc le belge Tom Saintfiel, le plus francophone des trois, qui, de plus, jouit d'une plus grande expérience africaine, pour avoir déjà eu à diriger la Namibie, le Zimbabwe, l'Éthiopie, le Malawi, le Togo, la Gambie, et enfin le Mali, qu'il a conduit en quart de final de la dernière CAN. A la lumière des données en présence, même si jusque-là, c'est l'espagnol Sanchez qui paraît avoir les faveurs d'un premier tri, qui le classe en pole position, reste que la barrière linguistique pourrait bien amener à trancher, en fin de compte, pour le Belge, qui n'a pas du reste un CV démeritant. Reste, maintenant que les conclusions du collège technique sont connues, à savoir pour quel profil opterait Walid Sadi et son bureau auquel reviendra la décision finale. Il n'est pas exclu non plus qu'un autre nom émerge.

Djaffar C.



COUPES AFRICAINES DES CLUBS / LES CLUBS ALGÉRIENS FIXÉS SUR LEURS PREMIERS ADVERSAIRES

Le MCA hérite de l'ASN Nigelec du Niger, et la JS Saoura du Horoya AC de Guinée

Les quatre représentants algériens en coupes africaines 2026 - 2027 sont désormais fixés sur leurs prochains adversaires, à l'issue du tirage au sort des deux premiers tours, effectué jeudi dernier au Caire. En Ligue des champions, le MC Alger, champion en titre, jouera lors du premier tour préliminaire contre l'ASN Nigelec Niger, avec le match aller en déplacement. La JS Saoura commencera en recevant le Horoya AC de Guinée. Les matches aller du premier tour préliminaire se disputeront du 4 au 6 septembre, tandis que les rencontres retour auront lieu du 11 au 13 septembre. Le deuxième tour préliminaire débutera avec les matches aller programmés du 16 au 18 octobre, avant les rencontres retour prévues du 23 au 25 octobre. A ces échéances, le MCA, s'il venait à passer, jouera le vainqueur des Rangers International FC ou SOBEMAP FC, toujours avec le match aller en déplacement. Pour sa part, en cas de qualification à ce second tour préliminaire, la JS Saoura sera opposée au vainqueur d'Al Merrikh SC - Power Dynamos, avec le match aller à domicile. Au total ce sont 61 clubs qui prennent part à cette édition, où les Mamelodi Sundowns, l'Espérance de Tunis, et la RS Berkane sont exemptés du premier tour préliminaire. Les 16 vainqueurs du deuxième tour décrocheront leur qualification pour la phase de groupes, dont le coup d'envoi sera donné à la fin du mois de novembre. Le lauréat final du trophée empochera une dotation record de 6 millions de dollars. Par ailleurs, une subvention de 100.000 dollars sera accordée à chaque club éliminé lors des tours préliminaires.

L'USMA ET LE CRB EXEMPTS DU 1^{er} TOUR PRELIMINAIRE EN COUPE DE LA CAF

En coupe de la CAF, ce sont 56 clubs engagés. A l'occasion du 1^{er} tour préliminaire, ils entament ainsi leur

quête du second trophée le plus prestigieux du football africain, en compétition des clubs, assorti d'une dotation de 4 millions de dollars, pour le vainqueur final. Tout comme en Ligue des champions, les clubs éliminés lors des deux tours préliminaires de cette coupe de la CAF recevront également une subvention de 100.000 dollars. Avant le tirage au sort effectué jeudi au Caire, huit clubs, les mieux classés, dont les deux représentants algériens, l'USMA et le CRB, ont bénéficié d'une exemption du 1^{er} tour préliminaire. Ainsi le tenant du titre, l'USM Alger fera son entrée au deuxième tour, face au vainqueur du duel entre The Panthers FC de la Guinée équatoriale et l'ASAPC FC du Bénin. Le CR Belouizdad, lui, attendra le vainqueur de l'opposition entre AS Douanes de la Mauritanie et Hafía FC de Guinée. Les 16 vainqueurs de cette étape décrocheront leur qualification pour la phase de groupes. A noter que les matches aller du premier tour préliminaire se disputeront du 4 au 6 septembre, alors que les rencontres retour sont programmées du 11 au 13 septembre. Le deuxième tour préliminaire se déroulera, quant à lui, du 16 au 18 octobre, pour les matches aller, tandis que les rencontres retour auront lieu du 23 au 25 octobre.

Djaffar Chilab

MC ALGER

Le buteur burundais Nduwumwe engagé pour une année

Après plusieurs semaines de silence le Mouloudia d'Alger a enfin relancé son mercato, le week-end dernier, en faisant part d'un nouveau renfort enregistré. «Le MC Alger annonce le recrutement de l'attaquant international burundais Moussa Nduwumi, meilleur buteur du championnat tanzanien, en provenance du club Singida Black Stars», a indiqué le club algérois, à travers un communiqué. «Le joueur nous rejoint pour une saison, sous forme de prêt avec option d'achat, suite à un accord conclu entre les deux formations lors de ce mercato estival», a-t-on ajouté. Le MCA précise que Moussa Nduwumi a inscrit 17 buts, bien qu'il n'ait rejoint le club de Singida qu'au cours du mercato hivernal dernier.

D. C.

JS KABYLIE

Le centre de formation Mohand Cherif-Hannachi inauguré

La JSKabylie a procédé, jeudi dernier, à l'inauguration officielle de son Centre de regroupement et de formation, basé dans la commune d'Yakouren, et baptisé au nom de l'ex-président emblématique du club Mohand Cherif Hannachi. La cérémonie s'est déroulée en présence du Wali de Tizi Ouzou, du P/APC de la localité, du directeur de la Jeunesse et des Sports de wilaya, des représentants de la famille Hannachi, d'anciens joueurs du club, de la grande famille de la JSKabylie, ainsi que de nombreuses personnalités et invités. Organisée dans le cadre des festivités du 80^e anniversaire du club, l'événement «marque une étape de début et non une finalité dans le plan de développement du club», a indiqué le président du conseil d'administration du club, Adel Boudedja. Aussi, en baptisant ce centre du nom de Mohand Cherif Hannachi, la JSKabylie rend ainsi «hommage à une figure de proue de son histoire et réaffirme sa volonté de bâtir, sur les fondations de son glorieux passé, un avenir ambitieux au service de ses jeunes catégories», a-t-il ajouté. A signaler que pour commencer, le Centre accueillera à plein temps les U17 du club, qui pourront poursuivre même leurs études sur place.

JSK 6 - ESF BOUAOUANE 0 / L'EQUIPE PRO LANCE SON CYCLE DE MATCHS DE PREPARATION AÏN DRAHAM

Par ailleurs, l'équipe professionnelle, actuellement en stage d'intersaison précompétitif à Aïn Draham en Tunisie, a livré, avant-hier, son second match de préparation. La JSK a pris le dessus (6 - 0) sur l'ESF Bouaouane, évoluant en division inférieure de championnats tunisiens. C'était au stade Bourguiba, Hôtel Mirador, en fin de journée. A l'occasion, le coach canari Karim Belhocine avait aligné, à un ou deux éléments près, carrément l'équipe réserve, pour entamer la rencontre avec les Benrabah dans les buts, Benattia, Mohamed Abd, Bott, Cherif, Bendouma, Izem, M. Merbah, Akhrib, Tichtich, et Malki. Les buts du match ont été signés en 2^e mi-temps, après les changements effectués par le coach belhocine, par Bouamama (55', puis 85'), Zouai (68', puis 75'), Cherif (83'), et Bendouma (90'). Les Kabyles avaient débarqué à Aïn Draham, mardi dernier, avant d'entamer leur première séance d'entraînement, sur place, le lendemain. La veille de son envol pour la Tunisie, la JSK avait joué sa toute première rencontre de préparation d'intersaison, à Tizi Ouzou, contre l'ES Ben Aknoun, soldée un but partout. Hier, la délégation kabyle devait quitter Aïn Draham pour aller s'installer à l'hôtel La Cigale, à Tabarka, où elle aura l'opportunité de dénicher plus facilement des sparring partners, en vue d'autres matchs de préparation.

Djaffar C

**ANTANANARIVO -**

Le gouvernement malgache a renouvelé l'état d'urgence énergétique pour une durée de quinze jours sur l'ensemble du territoire de Madagascar, a annoncé, vendredi soir, la présidence de la Refondation de la République de Madagascar, dans un communiqué.

NEW YORK

(Nations unies) -

Le coordonnateur des secours d'urgence des Nations unies a accordé trois millions de dollars du Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) pour répondre aux besoins les plus urgents des populations déplacées dans la province du Lac, au Tchad.

SAO PAULO

(Brésil) - La déforestation dans l'Amazonie brésilienne sur les 12 derniers mois a atteint son plus bas niveau en une décennie, confirmant l'amélioration constatée depuis le retour de Lula au pouvoir, selon les chiffres officiels publiés vendredi dernier.

BANGKOK -

Le Premier ministre thaïlandais, Anutin Charnvirakul, a annoncé, vendredi dernier, son intention de présenter un nouveau projet de loi visant à renforcer le contrôle des armes à feu, quelques heures après une fusillade survenue dans une école en périphérie de Bangkok, qui a fait au moins huit morts.

TOKYO -

Les autorités japonaises ont ordonné l'évacuation de centaines de milliers d'habitants dans le sud-ouest du pays et plus de 500 vols ont été annulés, vendredi dernier, à l'approche du typhon Dolphin, accompagné de vents violents, de fortes pluies et d'une mer très agitée.

DÉCÈS DU MOUDJAHID CHEIKH SAÏD EL-HADJ MOHAMED BEN BRAHIM «KAÂBACHE» LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PRÉSENTE SES CONDOLÉANCES

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présenté, vendredi dernier, ses sincères condoléances à la famille du défunt moudjahid cheikh Saïd El-Hadj Mohamed Ben Brahim «Kaâbache», l'un des éminents savants de l'Algérie.

«C'est avec un cœur résigné à la volonté d'Allah que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a appris, ce jour, le décès du moudjahid cheikh Saïd El-Hadj Mohamed Ben Brahim «Kaâbache». Né à El-Atteuf, en 1929, le défunt comptait parmi les éminents savants de l'Algérie. Symbole d'autorité morale et président de l'Association El-Nahda, de 2002 à 2006, le défunt moudjahid a voué sa vie au service de la religion et de la patrie, en tant qu'exégète du Saint Coran, guide spirituel et figure exemplaire de la réforme

religieuse et sociale», lit-on dans le message de condoléances. «Le défunt a consacré sa vie à la diffusion du savoir et des nobles valeurs de l'islam, léguant à la postérité un héritage intellectuel et spirituel qui demeurera à jamais gravé dans la mémoire de la patrie», a ajouté le président de la République.

«En cette douloureuse épreuve, le président de la République présente à la famille du défunt, à la famille révolutionnaire, ainsi qu'à ses disciples et à tous ceux qui l'ont connu, ses sincères condoléances, les assurant de sa profonde compassion et priant Allah Tout-Puissant de l'entourer de Son infinie miséricorde, de l'accueillir en Son vaste paradis et de prêter à ses proches patience et réconfort. «A Allah nous appartenons et à Lui nous retournons».



ALGÉRIE-BIÉLORUSSIE VERS UN NOUVEL ÉLAN DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a réaffirmé, jeudi dernier à Minsk, la volonté de l'Algérie de donner une nouvelle impulsion à ses relations avec la Biélorussie, en privilégiant désormais la concrétisation des engagements pris entre les deux pays.

À l'issue de sa rencontre avec son homologue biélorusse, Maxim Ryzhenkov, dans le cadre de sa visite officielle en Biélorussie, M. Attaf a souligné «la détermination de l'Algérie à poursuivre le travail avec la République de Biélorussie, afin de concrétiser ce qui a été convenu et de hisser les relations bilatérales à la hauteur des aspirations des dirigeants des deux pays et des attentes des deux peuples amis». Au-delà des échanges diplomatiques, Alger entend désormais accélérer le passage à l'action. Les deux responsables ont, notamment fait le point sur l'état de la coopération bilatérale, jugée en «évolution positive», mais dont le potentiel reste encore largement inexploité. Pour le ministre d'État, l'enjeu consiste désormais à transformer cette dynamique en résultats concrets. Il a ainsi insisté sur l'importance de «passer de la phase de concertation et d'échange de vues à celle de la mise en œuvre, du suivi et de l'évaluation, de manière à garantir une concrétisation effective de ce qui a été convenu lors de la rencontre entre le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et le président biélorusse, M. Alexandre Loukachenko, à l'occasion de sa visite en Algérie, en décembre dernier».



Cette volonté de donner un contenu plus concret au partenariat s'appuie sur un programme de travail déjà établi entre les deux parties. «Il a été convenu d'un programme de travail comprenant 43 initiatives, dont nous constatons avec satisfaction que plus de la moitié sont en cours de concrétisation dans des secteurs prioritaires tels que l'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, l'agriculture, les échanges scientifiques et les mines», a indiqué M. Attaf. La coopération bilatérale dispose, par ailleurs, d'un cadre institutionnel et juridique déjà relativement étoffé. «Les relations algéro-biélorusses sont institutionnellement encadrées par la Commission mixte de coopération et juridiquement régies par 16 accords bilatéraux, dont 12 ont été signés lors de la visite du président Loukachenko en Algérie», a-t-il rappelé. À ces instruments s'ajoutent des mécanismes destinés à faciliter la concrétisation des engagements, notamment le Conseil d'affaires, dont l'installation est prévue à l'occasion de la prochaine session de la Commission mixte de coopération. Dans cette perspective, Alger souhaite accélérer le calendrier. «Nous avons insisté sur la nécessité d'accélérer la tenue de la deuxième session de la Commission mixte algéro-

biélorusse, en tant que mécanisme le plus approprié pour assurer le suivi de la mise en œuvre des engagements, évaluer les progrès accomplis et explorer de nouveaux domaines de coopération», a déclaré le ministre.

UN POTENTIEL ENCORE INEXPLOITÉ

L'économie occupe une place centrale dans cette nouvelle étape des relations algéro-biélorusses. Les deux parties reconnaissent, en effet, que les échanges actuels ne reflètent pas encore les capacités respectives des deux marchés. Lors de son entretien avec son homologue, M. Attaf a indiqué qu'«une attention particulière a été accordée à la coopération économique, comme l'un des principaux axes du partenariat futur», avant de relever que «le niveau des échanges commerciaux et des investissements mutuels demeure en deçà des potentialités réelles dont disposent les deux pays». Cette situation ouvre donc un espace important pour renforcer les relations économiques, notamment dans les secteurs identifiés comme prioritaires par le programme de travail. L'industrie, l'industrie pharmaceutique, l'énergie, l'agriculture, les mines et la coopération scientifique figurent parmi les domaines susceptibles

de donner une nouvelle profondeur aux relations entre Alger et Minsk.

L'objectif affiché est ainsi de faire évoluer progressivement le partenariat d'une coopération principalement institutionnelle et diplomatique vers une relation davantage portée par les échanges économiques, les investissements et les projets communs.

Les discussions entre Ahmed Attaf et Maxim Ryzhenkov n'ont toutefois pas porté uniquement sur les relations bilatérales. M. Attaf a ainsi indiqué avoir procédé avec son homologue biélorusse à «un échange de vues sur les principales questions régionales et internationales d'intérêt commun, partant de la conviction partagée que la complexité de la conjoncture internationale actuelle impose de renforcer le dialogue, d'intensifier les concertations et de coordonner les positions».

Sur ce volet, Alger et Minsk mettent en avant une approche fondée sur le respect des mécanismes multilatéraux et du droit international. «L'importance du multilatéralisme et la nécessité de se conformer au droit international, à l'Organisation des Nations unies et à la Charte onusienne, et de faire prévaloir les solutions pacifiques sur toute autre option dans le règlement des conflits, eu égard au coût exorbitant qu'ils engendrent et à leurs conséquences dévastatrices pour l'humanité tout entière», a précisé le ministre d'État. La visite de M. Attaf intervient ainsi dans une phase où Alger et Minsk cherchent à donner davantage de substance à leurs relations. L'enjeu est donc moins de multiplier les engagements que de leur donner une traduction concrète. C'est précisément sur ce terrain que devrait désormais se jouer la prochaine étape du partenariat algéro-biélorusse.

G. S. E.